

Campagne pour le droit de vote des femmes, début xx<sup>e</sup> siècle.





---

ESQUISSE DE  
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS  
CHAPITRE HUIT

---

# VIII

---

**MECONTENTEMENT  
ET REFORMES**

---

«UNE GRANDE  
DEMOCRATIE NE  
SERA NI GRANDE NI  
DEMOCRATIQUE SI  
ELLE N'EST PAS  
PROGRESSISTE.»

---

Président Theodore Roosevelt, vers 1910

**LA DETRESSE  
DES AGRICUL-  
TEURS ET LA  
MONTEE DU  
POPULISME**

Malgré des progrès remarquables, les agriculteurs américains affrontèrent périodiquement de dures épreuves au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Il y avait à cela plusieurs raisons fondamentales – l'épuisement des sols, les caprices de la nature, le déclin de l'autarcie et l'absence d'une législation assurant aide et protection au monde rural. Pourtant, la difficulté la plus grave tenait peut-être à la surproduction.

En même temps que les progrès de la mécanisation augmentaient considérablement le rendement à l'hectare, la superficie des terres cultivées s'était rapidement accrue pendant toute la seconde moitié du siècle. En effet, la construction des voies ferrées et le déplacement progressif des Indiens des Plaines rendaient de nouvelles régions de l'Ouest accessibles aux pionniers. Le Canada, l'Argentine et l'Australie étendant aussi leur surface cultivée, les produits agricoles américains trouvaient plus difficilement preneur sur le marché international.

Plus les colons s'enfonçaient vers l'ouest, plus ils devenaient tributaires du réseau ferroviaire pour commercialiser leurs produits. Dans le même temps, ils payaient le prix fort pour les articles manufacturés, par suite des droits de douane protectionnistes que le Congrès, sous la pression des industriels de l'Est, avait depuis longtemps institués. Les

agriculteurs du Midwest et de l'Ouest étaient de plus en plus endettés envers les banques qui détenaient des hypothèques sur leurs biens.

Dans le Sud, la défaite de la Confédération avait profondément modifié les pratiques agricoles. Le plus significatif de ces changements concernait le métayage ; les métayers versaient jusqu'à la moitié du produit de leur récolte aux propriétaires du sol, en échange de semences et autres fournitures indispensables. Depuis la fin de la guerre de Sécession, environ 80 % des paysans noirs et 40 % de leurs homologues blancs du Sud étaient soumis à ce régime qui les maintenait dans la pauvreté.

La plupart des métayers cherchaient à échapper à l'endettement en augmentant leurs récoltes, ce qui avait provoqué une surproduction du coton et du tabac avec, pour conséquence, l'effondrement des prix et l'épuisement des sols.

La mise en place du mouvement de la *Grange* fut le premier effort concerté du monde paysan pour essayer de résoudre les problèmes agricoles. Lancé en 1867 par des employés du département de l'Agriculture, le mouvement visait au début à donner aux familles rurales des occasions de rencontres et des activités en commun pour rompre leur isolement. La participation des femmes y était vivement encouragée. Le développement de l'organisation fut favorisé par la panique de 1873 et elle compta bientôt 20 000 sections locales et un million et demi d'adhérents.

Même si la plupart de ses entreprises finirent par échouer, la *Grange* avait créé ses propres réseaux de commercialisation, ses entrepôts et magasins, des usines pour la transformation ou le conditionnement des denrées, ainsi que des coopératives. Le mouvement remporta même un certain succès politique au cours des années 1870 et inspira dans quelques Etats l'adoption de plusieurs lois – *Granger laws* – qui limitaient les tarifs pratiqués par les chemins de fer et les entrepôts de stockage.

Vers 1880, l'organisation commença à décliner et fut remplacée par les Farmers' Alliances. En 1890, ces dernières comptaient environ 1 500 000 membres, de New York à la Californie. Parallèlement, la Colored Farmers National Alliance regroupait les agriculteurs afro-américains.

Les Farmers' Alliances furent dès le début des organisations politiques qui défendaient des programmes économiques précis. Selon leurs premiers manifestes, elles avaient pour objectif «d'unir les agriculteurs américains pour leur permettre de se protéger contre une législation de classe et contre les empiètements du grand capital». Leur programme réclamait aussi la réglementation – voire la nationalisation – des chemins de fer, l'augmentation de la masse monétaire, afin de réduire l'endettement du monde agricole, l'abaissement des droits de douane, la création d'entrepôts gouvernementaux et des prêts à taux d'intérêt réduits.

A la fin des années 1880, des périodes successives de sécheresse mirent à mal les Grandes Plaines de l'Ouest. Le Kansas occidental perdit la moitié de sa population en quatre ans. En outre, les tarifs douaniers mis en place par le gouvernement McKinley, en 1890, étaient des plus élevés.

Cette année-là, la détresse des agriculteurs atteignit son paroxysme. Associées à des sympathisants démocrates dans le Sud ou à de petits partis dans l'Ouest, les Farmer's Alliances se lancèrent dans la course au pouvoir politique. Un tiers parti vit alors le jour sous le nom de Populist Party, suscitant une ferveur inégalée dans la Prairie et les plantations de coton. Les élections de 1890 portèrent le nouveau parti au pouvoir dans une douzaine d'Etats du Sud et de l'Ouest et envoyèrent au Congrès un certain nombre de sénateurs et de représentants populistes.

La première convention du parti se réunit en 1892 à Omaha, dans le Nebraska ; les délégués des ouvriers agricoles et ceux des organisations réformistes y décidèrent finalement d'imposer leur marque sur le système politique américain, qu'ils estimaient désespérément corrompu par les intérêts capitalistes des trusts industriels et commerciaux. La partie la plus pragmatique du programme mettait l'accent sur une série de mesures à adopter en matière d'agriculture, de transports et de monnaie, notamment la frappe illimitée des pièces d'argent.

Les populistes démontrèrent leur force dans l'Ouest et le Sud lors des élections de 1892. Mais la question monétaire, qui dressait les uns contre les autres les partisans de l'argent et ceux de l'or, n'allait pas tarder à éclipser tous les

autres problèmes. Les porte-parole des agriculteurs, dans l'Ouest et le Sud – soutenus par les syndicats de l'Est industriel – réclamaient un retour à la frappe illimitée des pièces d'argent. Convaincus que leurs difficultés provenaient d'une insuffisance de la masse monétaire, ils soutenaient que l'augmentation de son volume contribuerait indirectement à relever les prix des produits agricoles comme les salaires industriels, facilitant ainsi le règlement des dettes. Inversement, les groupes conservateurs et les financiers, persuadés qu'une telle politique s'avérerait désastreuse, soulignaient que l'inflation, une fois déclenchée, ne pourrait plus être jugulée. Seul le respect de l'étalon-or, disaient-ils, pouvait assurer la stabilité.

La panique financière de 1893 augmenta la tension. Les banques firent faillite en chaîne dans le Sud et le Midwest ; le chômage s'aggrava et les prix agricoles s'effondrèrent dangereusement. La crise, que le président Grover Cleveland se montrait incapable de surmonter, faillit faire éclater le parti démocrate. Ceux qui, dans ses rangs, étaient en faveur de l'argent reportèrent leur allégeance sur les populistes, aux approches des élections présidentielles de 1896.

Cette année-là, la convention des démocrates fut le théâtre d'un des plus célèbres discours de toute l'histoire politique des Etats-Unis. Après avoir plaidé pour que l'assemblée ne «crucifie pas l'humanité sur une croix d'or», le jeune William Jennings Bryan, délégué du Nebraska et partisan de la libre frappe de l'argent, obtint l'investiture de son parti.

Les populistes se rallièrent également à William Bryan. L'occasion leur était ainsi offerte de montrer leur force. Mais leur prétendant, après avoir remporté les suffrages du Sud et ceux de l'ensemble de l'Ouest, à l'exception de la Californie et de l'Oregon, fut vaincu dans les Etats les plus peuplés et les plus industrialisés – ceux du Nord et de l'Est. La victoire revint au candidat républicain William McKinley.

L'année suivante, la situation financière du pays commença à s'améliorer, en partie grâce à la découverte de filons aurifères en Alaska et dans le Yukon. En 1898, la guerre hispano-américaine détourna l'attention générale des préoccupations populistes. Si le mouvement était mort, ses idées restèrent vivaces.

**LES LUTTES  
SOCIALES**

**A**U XIX<sup>e</sup> siècle, la vie de l'ouvrier américain était loin d'être facile. Même en période d'euphorie, les salaires étaient bas et les conditions de travail précaires pour un nombre d'heures hebdomadaires excessif. Les travailleurs n'obtenaient qu'une infime portion de la richesse engendrée par la croissance. La situation était pire encore pour les femmes et les enfants, qui représentaient un pourcentage élevé de la main-d'œuvre dans certaines industries et recevaient le plus souvent une fraction de la rémunération accordée à un homme. Des crises économiques secouaient périodiquement la nation, amputant encore les salaires des travailleurs de l'industrie et entraînant des taux de chômage importants.

Dans le même temps, les progrès technologiques, qui avaient si bien contribué à l'augmentation de la productivité nationale, réduisaient continuellement le besoin de main-d'œuvre qualifiée. Pourtant, la masse des travailleurs non qualifiés grandissait constamment, à mesure qu'affluaient dans le pays un nombre sans précédent d'immigrants – dix-huit millions entre 1880 et 1910 – à la recherche d'un travail.

Avant que le Massachusetts eût adopté, en 1874, pour la première fois aux Etats-Unis, une loi destinée à limiter à dix heures la durée du travail quotidien des femmes et des enfants dans les usines, il n'existait quasiment pas de texte de ce genre sur le territoire national. En fait, il fallut attendre les années 1930 pour que le gouvernement fédéral s'occupe activement de cette question, jusqu'alors laissée à l'appréciation des Etats et des autorités locales.

Le capitalisme du laissez-faire, qui domina la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle et favorisa d'énormes concentrations de richesse et de puissance, avait les faveurs du pouvoir judiciaire. Les magistrats ne cessaient de condamner ceux qui osaient s'élever contre le système, se conformant simplement à la philosophie dominante de l'époque qu'illustre fort bien cette déclaration attribuée à John D. Rockefeller : «le développement d'une grande entreprise n'est que la survie du plus apte». Ce «darwinisme social», comme on l'a appelé, avait de nombreux partisans prompts à prétendre que toute tentative en vue de réglementer les affaires revenait à entraver l'évolution naturelle de l'espèce.

Pourtant, le prix que payaient au capital les victimes de

cette indifférence était lourde. Pour des millions de personnes, les conditions de vie et de travail étaient lamentables, et l'espoir d'échapper à une existence de pauvreté était bien mince. En 1900, le taux des accidents du travail était toujours plus élevé aux Etats-Unis que dans toute autre nation industrialisée. La plupart des salariés de l'industrie travaillaient encore dix heures par jour (douze heures dans la sidérurgie) et percevaient un salaire de 20 à 40 % inférieur au minimum requis pour vivre décemment. La situation était pire encore pour les enfants, dont le nombre avait doublé sur le marché du travail entre 1870 et 1900.

Les premiers efforts importants entrepris en vue de créer des associations de travailleurs à l'échelon national se concrétisèrent en 1869, avec l'apparition du Noble Order of the Knights of Labor. Fondé par les ouvriers de la confection, à Philadelphie, cet Ordre des Chevaliers du Travail avait tout d'abord été organisé sur le modèle d'une société secrète ; elle était ouverte à tous les travailleurs, y compris les Noirs, les femmes et les agriculteurs. Peu à peu, les Chevaliers du Travail rassemblèrent de plus en plus d'adhérents, ce qui leur permit de remporter une grande victoire sur le célèbre baron des chemins de fer, Jay Gould, lors d'une grève déclenchée en 1885.

Pourtant, l'organisation connut un déclin rapide et fut remplacée progressivement par l'American Federation of Labor (AFL). Au lieu de chercher à recruter tout le monde, celle-ci n'acceptait que les ouvriers qualifiés. Son chef, Samuel Gompers, était un ancien dirigeant syndical des ouvriers spécialisés dans la fabrication des cigares. Ses objectifs étaient «purs et simples», c'est-à-dire apolitiques : augmentation des salaires, amélioration des conditions et réduction du temps de travail. C'est ainsi que Gompers contribua à détourner le mouvement ouvrier des doctrines socialistes que les premiers dirigeants syndicaux avaient épousées.

Les revendications des travailleurs – et l'obstination avec laquelle le patronat se refusait à les satisfaire – aboutirent aux conflits sociaux les plus violents de l'histoire du pays. Le tout premier se produisit à l'occasion de la grande grève du rail en 1877 : les cheminots cessèrent le travail sur l'ensemble du réseau pour protester contre une réduction de

10 % de leur salaire. Les tentatives faites pour briser cette grève provoquèrent des émeutes et des dégâts considérables à Baltimore, Chicago, Pittsburgh, Buffalo et San Francisco. Les troupes fédérales durent intervenir en plusieurs endroits.

Neuf ans plus tard, l'incident de Haymarket Square eut lieu. Une bombe fut lancée sur les participants à une réunion concernant une grève en cours à la compagnie McCormick Harvester de Chicago. Dans la bousculade qui s'ensuivit, il y eut neuf morts et quelque soixante blessés.

Puis ce furent, en 1892, les émeutes à l'usine Carnegie de Homestead, en Pennsylvanie. Les grévistes de l'Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers (syndicat des métallurgistes) ouvrirent le feu sur un groupe de 300 détectives de la fameuse agence Pinkerton, engagés pour briser le mouvement ; il y eut dix morts. La garde nationale fut appelée à la rescousse, et la société embaucha des travailleurs non syndiqués, triomphant ainsi de la grève. Les syndicats ne purent se réimplanter dans l'usine qu'en 1937.

Deux ans plus tard, des réductions de salaires à la compagnie des wagons-lits Pullmann provoqua une grève qui, avec le soutien du syndicat des chemins de fer américains, paralysa presque tout le réseau ferroviaire du pays. Comme la situation se dégradait, Richard Olney, secrétaire à la Justice et ancien avocat des compagnies de chemin de fer, dépêcha 3 000 hommes pour tenter de faire rouler les trains. Puis un tribunal fédéral adressa une injonction au syndicat lui interdisant d'entraver le trafic. A la suite des émeutes qui en résultèrent, le président Cleveland envoya les troupes fédérales pour mettre fin à la grève.

De toutes les centrales favorables à l'usage de la grève, la plus militante était l'International Workers of the World résultant de la fusion de plusieurs syndicats qui réclamaient de meilleures conditions de travail dans l'industrie minière de l'Ouest. Ses membres, les «Wobblies», se distinguèrent tout particulièrement au cours des affrontements qui se produisirent dans les mines du Colorado en 1903 et qui déclenchèrent une répression particulièrement brutale. Appelant ouvertement à la lutte des classes, ils recrutèrent de nombreux adhérents après avoir remporté la dure bataille des grèves organisées dans les fabriques textiles de Lawrence, dans le

Massachusetts, en 1912. Pourtant, en cherchant à déclencher des arrêts de travail lors de la Première Guerre mondiale, en 1917, ils encoururent la répression du gouvernement, ce qui entraîna pratiquement leur disparition.

---

**L'ELAN  
REFOR-  
MATEUR**

Les élections présidentielles de 1900 donnèrent au peuple américain l'occasion de juger le gouvernement McKinley, notamment en matière de politique étrangère. Réunis à Philadelphie, les républicains se félicitèrent de l'issue victorieuse de la guerre avec l'Espagne, du retour de la prospérité et des efforts déployés par les Etats-Unis pour accéder à de nouveaux marchés grâce à la politique de la porte ouverte. La réélection de McKinley allait de soi. Mais le président ne vécut pas assez longtemps pour savourer sa victoire. En septembre 1901, alors qu'il visitait une exposition, à Buffalo, William McKinley fut tué par un anarchiste.

Theodore Roosevelt, vice-président de McKinley, assumait la présidence. En politique intérieure comme pour les affaires internationales, l'avènement de Roosevelt coïncida avec le début d'une ère nouvelle dans la vie publique américaine. L'ensemble des Etats-Unis était désormais peuplé ; le temps de la frontière était révolu. Une petite république en lutte s'était transformée en puissance mondiale. Les assises politiques du pays avaient résisté aux vicissitudes de la guerre civile et de quelques guerres étrangères, puis au flux et au reflux de la prospérité et de la dépression économiques. D'immenses progrès avaient été accomplis dans l'agriculture et l'industrie. L'enseignement public gratuit s'était presque entièrement généralisé et la liberté de la presse ainsi que le principe de la liberté religieuse avaient été sauvegardés. Pourtant, l'influence du grand capital se faisait sentir plus que jamais et les administrations locales et municipales étaient souvent aux mains de politiciens véreux.

Devant les excès commis par le capitalisme au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et la corruption qui s'était installée au sein de la classe politique, un mouvement de réforme vit le jour sous le nom de «progressisme». Il marqua de son empreinte la politique et la pensée américaines pendant la période comprise

entre 1890 et l'entrée des Etats-Unis dans la Première Guerre mondiale, en 1917. Les progressistes estimaient qu'il leur fallait conduire une croisade démocratique contre les abus dont se rendaient coupables les chefs influents des partis politiques dans les grandes villes et contre la corruption que faisaient régner les requins de la finance dans le monde des affaires. Ils cherchaient à renforcer la démocratie et la justice sociale, à rétablir l'honnêteté au sein des instances officielles, à réglementer plus efficacement les activités des hommes d'affaires et à revigorer le sens du service public. D'une manière générale, ils estimaient qu'il fallait élargir le champ d'action du gouvernement pour que celui-ci puisse guider la société américaine sur la voie du progrès et du bien-être, dans l'intérêt de tous les citoyens. Dans différents domaines – politique, philosophie, milieux littéraires ou érudits – presque toutes les personnalités en vue de cette période entretenaient des liens avec le mouvement réformiste.

Les réformistes américains furent plus particulièrement actifs entre 1902 et 1908 ; les écrivains et les journalistes dénoncèrent énergiquement les pratiques et les principes hérités de la république rurale du XVIII<sup>e</sup> siècle, désormais incompatibles avec la réalité d'une nation urbaine du XX<sup>e</sup> siècle. Des articles incisifs sur les trusts, la haute finance, la commercialisation de produits alimentaires frelatés et les pratiques abusives des compagnies ferroviaires commençaient à paraître dans des quotidiens et des magazines populaires tels que *McClure's* et *Collier's*. Leurs auteurs reçurent le sobriquet de *muckrakers* (déterreurs de scandales).

Dans un roman qui fit sensation, *La Jungle*, Upton Sinclair dénonçait les conditions sanitaires déplorables qui régnaient dans les grands abattoirs de Chicago et l'emprise du trust de la viande sur les approvisionnements du pays. Theodore Dreiser, dans *Le Financier* et *Le Titan*, dévoilait les machinations du monde des affaires. Frank Norris, dans *The Pit*, soutenait les agriculteurs en colère et révélait de quelle manière les cours étaient manipulés en sous-main sur le marché des céréales à Chicago. Lincoln Steffens, dans *The Shame of the Cities*, levait le voile sur la corruption du milieu politique. Cette « littérature de dénonciation » eut un effet décisif en poussant le peuple à l'action.

Sous la pression conjuguée d'écrivains intransigeants et du public, les dirigeants politiques commencèrent à prendre des mesures. Plusieurs Etats promulguèrent des lois destinées à améliorer les conditions de vie et de travail. Sur les instances d'éminents sociologues, la législation sur le travail des enfants fut renforcée et de nouvelles mesures furent adoptées, réglementant notamment l'âge minimum requis pour l'embauche, réduisant la durée du temps de travail, restreignant le travail de nuit et rendant la scolarité obligatoire.

---

**LES  
REFORMES  
DE  
ROOSEVELT**

**A**u début du <sup>xx</sup>e siècle, la plupart des grandes villes et plus de la moitié des Etats avaient institué la journée de huit heures dans le secteur public. Tout aussi importantes étaient les dispositions concernant les accidents du travail, en vertu desquelles l'employeur devenait juridiquement responsable des dommages physiques subis par un salarié au cours de son activité professionnelle. De nouvelles lois fiscales furent également promulguées pour créer un impôt sur les successions, sur les revenus, sur les biens et sur les bénéfices des grandes sociétés ; elles visaient ainsi à placer le fardeau financier de l'Etat sur les épaules les plus aptes à le porter.

Pour bien des gens, il était évident que nombre des problèmes auxquels s'attachaient les réformistes ne pouvaient être résolus qu'à l'échelon national. Theodore Roosevelt en était conscient, tout comme les chefs du mouvement réformateur au Congrès. Fermement décidé à réformer la société et à assurer au peuple ce qu'il appelait un «traitement équitable» (*Square Deal*), le Président inaugura une politique où le gouvernement renforçait sa vigilance pour faire respecter les lois antitrust. Puis il fit adopter des lois importantes pour réglementer les tarifs ferroviaires. L'une de ces mesures donnait force de loi aux tarifs affichés et rendait les expéditeurs solidairement responsables avec les compagnies de chemins de fer en cas de ristournes illicites.

La forte personnalité de Roosevelt et son action de «bri-  
seur de trusts» captivèrent l'homme de la rue ; les mesures progressistes qu'il proposait lui valaient des soutiens qui transcendaient les limites traditionnelles des formations po-

litiques. En outre, à cause de la prospérité florissante que connaissait alors le pays, la population était satisfaite du parti qui tenait les rênes du pouvoir. Sa victoire aux élections de 1904 était désormais assurée.

Enhardi par un triomphe écrasant, Roosevelt s'attacha avec une détermination nouvelle à mettre en œuvre son programme de réformes. Dans son premier message annuel au Congrès après sa réélection, il réclama une réglementation encore plus rigoureuse des compagnies ferroviaires. En juin 1906, il fit voter la loi Hepburn qui donnait à la commission du commerce inter-Etats le pouvoir effectif de régler les tarifs, élargissait sa juridiction et forçait les chemins de fer à se désister des intérêts qui les liaient aux compagnies de navigation maritime et aux charbonnages.

D'autres textes élargirent encore le champ d'action des autorités fédérales. La loi de 1906 sur la qualité des produits alimentaires interdisait l'emploi de «tout produit pharmaceutique ou chimique et de tout agent conservateur nocifs» dans les médicaments et aliments mis sur le marché. Elle fut bientôt suivie d'une autre mesure qui soumettait à l'inspection obligatoire des services fédéraux la viande vendue dans le cadre du commerce inter-Etats.

Entre-temps, le Congrès avait créé le département du Commerce et du Travail. L'un des services du nouveau ministère était habilité à vérifier les activités des grosses sociétés en cas de fusions et de regroupements ; il découvrit ainsi, en 1907, que l'American Sugar Refining Company s'était, par des manœuvres frauduleuses, dispensée de verser au gouvernement des sommes importantes au titre des droits d'importation. Les poursuites judiciaires permirent de récupérer plus de 4 millions de dollars et entraînèrent la condamnation de plusieurs cadres supérieurs de la société. De même, la Standard Oil Company of Indiana fut poursuivie en justice pour avoir bénéficié de ristournes secrètes sur des expéditions acheminées par le Chicago & Alton Railroad. L'amende se monta à 29 240 000 dollars.

D'autres réussites sont à porter au crédit du gouvernement de Theodore Roosevelt quant à la protection des ressources naturelles du pays ; il donna un coup d'arrêt au gaspillage dans l'exploitation des matières premières et remit

en valeur de vastes zones négligées. Dès 1901, dans son premier message annuel au Congrès, le Président avait réclamé la mise en œuvre d'un programme de longue haleine sur la protection des richesses naturelles, la remise en valeur et l'irrigation de certaines terres. Alors que ses prédécesseurs n'avaient fait protéger que 18 800 000 hectares de terrains boisés, Roosevelt porta cette superficie à quelque 59 200 000 hectares. Par ailleurs, il s'attela à la prévention des incendies de forêts et au reboisement.

---

**TAFT ET  
WILSON**

**A** l'approche de la campagne électorale de 1908, la popularité de Roosevelt était à son point culminant ; mais la tradition voulait qu'aucun président ne puisse exercer plus de deux mandats à la Maison-Blanche, et il ne souhaitait pas violer cette règle. Il soutint donc la candidature de William Howard Taft, qui remporta les élections et s'efforça de poursuivre le programme de réformes de son prédécesseur. Taft, qui avait été magistrat, gouverneur des Philippines et administrateur du canal de Panama, continua la lutte contre les trusts, renforça encore les pouvoirs de la commission du commerce inter-Etats, introduisit la caisse d'épargne à la Poste, créa un service de colis postaux, étoffa la fonction publique et fit voter deux amendements à la Constitution.

Le Seizième Amendement autorisait le Congrès à établir et à percevoir un impôt fédéral sur les revenus ; le Dix-septième, ratifié en 1913, prévoyait que les sénateurs seraient élus directement par le peuple, et non plus par l'assemblée législative de leur Etat. Malgré ces réalisations, plusieurs initiatives prises par Taft suscitèrent la fureur des progressistes, notamment la promulgation de tarifs douaniers protectionnistes, l'opposition à l'entrée de l'Arizona dans l'Union sous prétexte que sa constitution était trop progressiste, sans parler d'une tendance croissante de l'exécutif à s'appuyer sur les républicains conservateurs.

En 1910, le parti de Taft se trouvait donc divisé, et le scrutin fit entrer une majorité écrasante de démocrates au Congrès. Deux ans plus tard, le candidat démocrate, Woodrow Wilson, gouverneur progressiste du New Jersey, fai-

sait campagne contre Taft, candidat du parti républicain, et contre le retour de Roosevelt. Ce dernier s'était d'ailleurs vu refuser l'investiture par la convention du parti républicain et avait dû constituer un tiers parti, le parti progressiste.

Wilson triompha de ses deux rivaux. Sous son égide, le Congrès avec sa nouvelle majorité entreprit la mise en œuvre du programme législatif le plus remarquable de toute l'histoire des Etats-Unis. Sa première tâche fut la révision des tarifs douaniers. «Les droits de douane doivent être modifiés, déclara Wilson. Nous devons abolir tout ce qui peut, même de loin, ressembler à un privilège.» Signé par le Président le 3 octobre 1913, le tarif Underwood – du nom de celui qui l'avait présenté au Congrès – appliquait d'importantes réductions aux droits imposés sur les matières premières et les denrées alimentaires, les cotonnades et les lainages, le fer et l'acier ; il exonérait de tous droits plus de cent autres articles. Si cette loi maintenait nombre de mesures protectionnistes, elle n'en représentait pas moins une tentative réelle en vue d'abaisser le coût de la vie.

Le second point du programme démocrate concernait la réorganisation, longtemps attendue, du rigide système bancaire et monétaire en vigueur. «Le système doit être placé sous l'autorité du secteur public, non du secteur privé, déclarait Wilson ; cette autorité doit être exercée par le gouvernement lui-même, afin que les établissements bancaires puissent être les instruments, et non les maîtres, du monde des affaires, de l'entreprise individuelle et de l'initiative privée.»

L'adoption de la loi du 23 décembre 1913, le *Federal Reserve Act*, fut l'une des réformes les plus durables de Wilson. Elle imposait aux banques existantes un nouveau système en vertu duquel le pays était divisé en douze districts dont chacun possédait une Banque de Réserve fédérale ; l'ensemble était placé sous la tutelle d'un bureau central, le Federal Reserve Board. Ces banques devaient recevoir en dépôt les réserves des établissements qui adhéraient au système. Jusque-là, le gouvernement fédéral avait laissé presque entièrement à des banques privées, exemptes de toute réglementation, le soin de décider de la masse monétaire mise en circulation. Si les pièces d'or étaient le moyen d'échange officiel, presque tous les prêts et paiements s'effectuaient en

billets de banque, dont la valeur était en principe garantie par l'or. L'ennui venait de ce que les banques étaient tentées d'émettre un volume de papier-monnaie supérieur à leurs réserves, de sorte que, périodiquement, les déposants pris de panique se précipitaient pour transformer leurs billets de banque en espèces sonnantes et trébuchantes. La nouvelle loi assurait plus de souplesse à la masse monétaire et la banque fédérale pouvait émettre ses propres billets pour répondre à la demande du marché.

Une autre tâche extrêmement importante fut ensuite confiée aux législateurs ; elle concernait la réglementation des trusts et prévoyait la possibilité d'enquêter sur les abus commis par les grandes sociétés. L'expérience conseillait d'établir un système de contrôle analogue à celui qu'exerçait la commission du commerce inter-Etats. Le Congrès autorisa une commission fédérale du commerce à émettre des ordonnances qui interdisaient les «pratiques déloyales dans le domaine de la concurrence» quant au commerce entre les Etats. Une seconde loi (*Clayton Antitrust Act*) condamnait nombre de méthodes qui n'avaient jamais été sanctionnées : imbrication des conseils d'administration, établissement de prix discriminatoires selon les acheteurs, recours aux injonctions judiciaires dans le cadre des conflits du travail et participation d'une société au capital d'entreprises similaires.

Les travailleurs n'étaient pas oubliés. Le *Federal Farm Loan Act* mettait à la disposition des exploitants agricoles des prêts à taux d'intérêt réduits. Le *Seamen's Act* de 1915 améliora les conditions de travail et de vie des marins. Le *Federal Workingman's Compensation Act* de 1916 prévoyait l'indemnisation des fonctionnaires victimes d'une incapacité de travail dans le cadre de leur activité professionnelle. La même année, en vertu de l'*Adamson Act*, la journée de travail des cheminots était fixée à huit heures.

Ce palmarès permit à Wilson d'être considéré comme un des plus grands réformateurs politiques du pays. Mais la réputation que lui avait valu sa politique intérieure n'allait pas tarder à être éclipsée par son rôle en temps de guerre. Pourtant, après avoir conduit son pays à la victoire, Wilson ne parvint pas à conserver le soutien de son peuple en faveur du type de paix qu'il avait envisagé.

### UNE NATION DE NATIONS

*On ne trouve dans l'histoire d'aucun autre pays une telle tradition d'accueil des immigrants. Rien que pendant les quinze premières années du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, plus de treize millions de personnes sont entrées sur le territoire américain, la plupart étant passées par Ellis Island, le centre fédéral d'immigration installé dans le port de New York en 1892. Ce célèbre bâtiment a rouvert ses portes en 1992 et sert désormais de monument à la mémoire des foules d'immigrants qui ont franchi le seuil de l'Amérique en ce lieu.*

*Lors du premier recensement officiel, effectué en 1790, on comptait 3 929 214 Américains. La moitié environ de la population des treize premiers Etats était d'ascendance anglaise ; le reste était formé par des Irlandais d'origine écossaise, des Allemands, des Néerlandais, des Français, des Suédois, des Gallois et des Finlandais. Ces Européens blancs étaient, pour la plupart, protestants. Les esclaves africains composaient un cinquième de la population.*

*Dès le début, les Américains considérèrent l'immigration comme une source de travail à bas prix. Il y eut donc peu de restrictions à l'entrée des étrangers jusqu'aux années 1920. Pourtant, le mouvement s'accélérait, les Américains commencèrent à y voir une menace pour leur culture.*

*Les Pères fondateurs hésitaient sur le point de savoir si les Etats-Unis devaient accueillir les nouveaux arrivants : Jefferson se demandait si la démocratie serait en sécurité entre les mains d'hommes issus de pays qui révéraient des monarques ou avaient remplacé la royauté par la loi de la rue. Pourtant, peu de gens soutenaient qu'il fallait fermer la porte aux immigrants, car on avait désespérément besoin de main-d'œuvre.*

*L'immigration ne se développa que lentement à la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle et au début du <sup>xix</sup><sup>e</sup>. En effet, des guerres perturbaient les voyages transatlantiques et les gouvernements européens limitaient l'émigration pour retenir les jeunes gens en âge d'être soldats. Après 1750, le taux de mortalité baissa en Europe grâce à l'amélioration des soins médicaux et de l'hygiène. Certes, la production de denrées alimentaires augmenta à mesure que la rotation des cultures et l'usage systématique des engrais se généralisaient. Pourtant, l'accroissement de la population sur les terres ancestrales réduisait les dimensions des domaines cultivables au point que chaque famille pouvait à peine survivre. En outre, les industries familiales étaient victimes de la révolution industrielle qui entraînait une mécanisation de la production. Des milliers d'artisans se trouvaient sans travail.*

*Vers le milieu des années 1840, des millions de nouveaux immigrants partirent pour les Etats-Unis par suite de la maladie de la pomme de terre qui sévissait en Irlande et des révolutions incessantes qui secouaient les Etats de la Confédération germanique. Pendant ce temps, quelques Chinois – pour la plupart originaires du Sud-Est de la Chine, durement frappé par la pauvreté – commencèrent à s'installer sur la côte ouest des Etats-Unis.*

*Près de dix-neuf millions de personnes entrèrent ainsi en Amérique entre 1890 et 1921 – année où le Congrès imposa pour la première fois de sévères limites à l'immigration. La plus grande partie d'entre elles arrivaient*

*d'Italie, de Russie, de Pologne, de Grèce et des autres pays balkaniques. D'autres venaient du Japon, du Mexique et du Canada.*

*Vers 1920, une alliance se constitua entre les organisations de travailleurs, soucieux de leurs salaires, et des groupes tels que le Ku Klux Klan ou l'Immigration Restriction League qui voulaient mettre des bornes à ce déferlement, pour des raisons raciales ou religieuses. La loi Johnson-Reed de 1924 sur l'immigration limita de façon permanente l'afflux de nouveaux arrivants grâce à un système de quotas calculés en fonction du pays d'origine.*

*Durant la crise économique des années 1930, l'immigration diminua encore dans des proportions spectaculaires. L'opinion publique étant en général hostile aux immigrés, et même aux minorités européennes persécutées, assez peu de réfugiés trouvèrent asile aux Etats-Unis dans les années qui suivirent l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933.*

*Pendant les deux premières décennies de l'après-guerre, les Etats-Unis continuèrent de s'accrocher au système des quotas nationaux. Les partisans de la loi McCarran-Walter de 1952 soutenaient que toute mesure d'assouplissement risquerait de se traduire par l'arrivée massive d'éléments subversifs marxistes, venus d'Europe orientale.*

*En 1965, le Congrès instaura des quotas par continent. Les parents de citoyens américains bénéficiaient d'un traitement préférentiel, tout comme les étrangers pourvus de compétences professionnelles dont manquaient les Etats-Unis. En 1978, ces quotas firent place à un plafond total annuel de 290 000 personnes, qui fut ramené à 270 000 après l'adoption de la loi de 1980 sur les réfugiés.*

*Depuis 1975 environ, les Etats-Unis ont accueilli une nouvelle vague d'immigrants, principalement originaires d'Asie et d'Amérique latine, qui ont modifié les habitudes de vie dans tout le pays. Selon les estimations actuelles, environ 600 000 personnes y pénètrent légalement chaque année.*

*Les quotas affectés aux immigrés et aux réfugiés restant bien inférieurs à la demande, l'immigration clandestine pose toujours un grave problème. Les Mexicains et d'autres Latino-Américains franchissent quotidiennement les frontières du Sud-Ouest des Etats-Unis en quête de travail, de salaires plus élevés, d'une instruction et de soins médicaux de meilleure qualité. En outre, nombre d'immigrés clandestins viennent d'Irlande, de Chine et d'autres pays d'Asie. Les estimations varient, mais certains pensent que, chaque année, près de 600 000 étrangers entrent illégalement aux Etats-Unis.*

*«L'Amérique vous attire, mais les Américains vous repoussent», dit un vieux proverbe d'immigrés. A mesure que la vague actuelle des nouveaux arrivants se déverse dans le courant dominant de l'économie, de la politique et de la culture américaines, le débat sur l'immigration devient plus virulent. Pourtant, dans le cœur de la plupart des Américains se trouve profondément enracinée la conviction que la Statue de la Liberté se dresse bien comme le symbole des Etats-Unis, brandissant sa torche près de «la porte d'or» pour accueillir ceux qui sont «avides de respirer le souffle de la liberté». Cette foi, et la certitude que leurs ancêtres ont tous été des émigrés, continue à faire des Etats-Unis une nation de nations. ★*